

tionnaires ne se partageaient pas le pouvoir avec les représentants provinciaux. C'était comme s'ils avaient découpé un gâteau, le corps constitué canadien. Ceux qui s'en chargeaient étaient les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et chacun luttait pour obtenir un pouvoir accru. Ces mémoires donnent un bon aperçu de ce qui s'est passé lors des négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux dans les domaines des finances, de la santé ainsi que dans les autres domaines où ils exercent ensemble la compétence. C'est du joli!

Ce qui me frappe, c'est l'obligeance avec laquelle les députés acceptent ces décisions. Ils symbolisent l'abdication du droit de représenter les citoyens de leur propre province. Ils n'ont pas un mot à dire. Nous savons à quelle sorte d'entente on en arrivera. Il y aura des négociations préliminaires au sujet du renouvellement des ententes fédérales-provinciales et des accords fiscaux qui devront être négociés l'an prochain. Peut-être s'entendra-t-on sur les modifications à apporter dans le domaine de l'impôt sur le revenu. Pourtant, que diront les députés d'un régime fiscal élaboré et peut-être même consenti par d'autres?

Qu'est-ce que les députés auront à dire au sujet de la situation? Je suis convaincu que bien des députés partagent mes sentiments de frustration. Je profite de cette occasion pour leur soumettre ce problème, car c'est le leur.

● (3.20 p.m.)

La situation se résume ainsi: le gouvernement de notre pays se réduit à moins de 40 hommes qui marchandent les Canadiens. C'est tout comme si le gouvernement fédéral disait: «Voilà ce que je veux» et que chacune des provinces rétorquait «Je veux une juridiction égale sur la même région.» Qui se disputent-ils? Qu'y a-t-il à gagner? Je sais qui va perdre—c'est la peau du pauvre contribuable canadien qui va encaisser. Voilà pourquoi, cet après-midi, lorsqu'il s'agit de commenter le budget proposé jeudi soir dernier, j'en suis réduit à me comporter comme l'homme qui se trouve à l'intérieur d'un studio de radiodiffusion et qui s'adresse à un grand nombre de gens sans savoir quel effet ses paroles auront sur eux.

Ce budget, et toute la procédure qui l'entoure, sont des plus importants. C'est l'essence même du gouvernement, car il représente les moyens que ce dernier doit adopter pour percevoir l'argent lui permettant d'obtenir les subsides qu'il demandera à la Chambre de lui accorder. Nous sommes en train de nous occuper de l'autre moitié du bilan de tout le programme de dépenses administratives du gouvernement.

J'aimerais que le gouvernement adopte une ligne de conduite uniforme relativement à la présentation des budgets. On change de point de vue selon que le dictent les circonstances. Je me souviens du prédécesseur du titulaire actuel des Finances, aujourd'hui ministre des Affaires extérieures (M. Sharp), qui nous disait qu'en raison de la complexité de l'économie moderne et afin de pouvoir exercer un contrôle plus efficace, il fallait proposer la présentation de deux budgets chaque année. Mis en

face de cette possibilité, cependant, le ministre des Finances d'aujourd'hui (M. Benson) rétorquait: Oh non! ce n'est pas nécessaire. En mars dernier, quand il n'y eut aucun changement à l'impôt et qu'il était tout à fait évident que le ministre allait laisser tomber la surtaxe sur l'impôt, il se rangea à ce point de vue et se dit pour le moins disposé à cet égard à cette époque; mais, à moins qu'un autre budget ne soit présenté, on ne continuerait pas d'imposer la surtaxe; cela ne l'a pas gêné du tout. De fait, on n'avait aucunement l'intention de présenter un autre budget parce celui-ci aurait fait naître la possibilité de changements aux impôts et c'était là l'objet du Livre blanc sur la fiscalité, qui n'était pas encore prêt à ce moment-là. Pourquoi, alors, nous présenter maintenant un budget? Après tout, à la rentrée des Chambres en octobre il n'était pas question d'un budget cet automne. Je suis même certain qu'on n'avait, il y a trois semaines, aucune intention de présenter un budget. Est-ce parce qu'il semblerait maintenant que l'économie ne tourne pas rond? Est-ce parce que les chiffres d'octobre indiquaient un déficit budgétaire prévu qui dépasserait considérablement les prévisions de l'été dernier, de juin en particulier, par suite de l'engagement qu'a pris le ministre de transmettre plus d'argent aux provinces? J'admets qu'il faille tenir compte de l'accélération des paiements aux provinces, mais cela se produit une fois dans une vie d'homme et retarde d'un mois le mécanisme; cela ne représente pas une amélioration continue de la situation des provinces, qui ne recevront cette année qu'un paiement inattendu représentant un mois d'impôts. Néanmoins, il était nécessaire d'économiser quelque 250 millions de dollars. Après tout, il faudra que le ministre emprunte beaucoup d'argent sur le marché cette année et l'année suivante. S'il tente d'économiser 250 millions de dollars, il faudra maintenir la surtaxe. C'est tout simple. Les formules d'impôt sont là; c'est le moyen le plus simple. Voilà la première raison de ce nouveau budget.

Il est probable aussi que, tardivement, le gouvernement a cherché à combattre le chômage. En dépit de déclarations faites à la Chambre et à l'extérieur par les chefs des partis de l'opposition, par le président du Congrès du Travail du Canada et d'autres, selon lesquelles le chômage sera grave cet hiver, beaucoup plus grave que le gouvernement semble le croire, rien ne se fait jusqu'à ce que,—conséquence ironique peut-être des événements au Québec—un certain nombre de ministres se rendent compte tout à coup que le chômage serait vraisemblablement très grave et qu'un effort symbolique au moins devrait être tenté pour montrer que le gouvernement cherchait à régler la situation. En outre, bien sûr, on a compris que de plus en plus le gouvernement allait à l'encontre des avis du Conseil économique du Canada.

Il existe peut-être une troisième raison, monsieur l'Orateur. Au milieu de l'année et au début de l'automne, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a octroyé de généreuses sommes à certaines régions du pays. La Chambre a reçu des bulletins successifs à mesure que d'importantes injections de fonds étaient annoncées. Soit dit en passant, je ne suis pas